

N° 6
10/2008

EN AVANT CAMARADES !



Bulletin de liaison des militants des jeunesses communistes marxistes-léninistes

Sommaire :

- EDITORIAL : CRISE ECONOMIQUE MONDIALE : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER... MOINS ! (P. 1)
- CONTRIBUTION : TACTIQUES AU SEIN DE LA CRISE (p. 3)
- CONTRIBUTION : SUR LA PRATIQUE A MENER DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX (p. 4)

Editorial : Crise économique mondiale : Travailler plus pour gagner... moins !

Pour 'assouplir' les 35 heures, les politiciens bourgeois ont fait miroiter aux travailleurs le fait qu'ils seraient désormais 'libres de travailler plus pour gagner plus'. Mais derrière ces slogans mystificateurs, la bourgeoisie la bourgeoisie savait bien qu'elle utiliserait cette 'liberté' accordée aux travailleurs pour les **forcer** à accepter de travailler plus en gagnant moins... Aujourd'hui, selon les aveux des médias bourgeois eux-mêmes, les 35 heures n'existent plus, la bourgeoisie étant libre de 'renégocier' au cas par cas les conditions de travail avec les syndicats et les travailleurs. Voyons donc à travers quelques exemples fournis par les médias bourgeois eux-mêmes (*Capital*, M6, 19 octobre 2008) en quels termes la production marchande pose la dite 'négociation' !

La 'négociation' de la durée du travail, c'est quand la direction de *Continental* pousse 1400 salariés d'une de ses usines en France à accepter de travailler à nouveau 40 heures en court-circuitant les syndicats par un référendum auprès des employés. Juste avant celui-ci, les salariés avaient été 'préparés' par un DVD reçu à domicile dans lequel la direction lançait un ultimatum menaçant les employés de délocaliser si la durée du travail restait en l'état, et concluant par un rappel du sort de près de 800 ouvriers belges du groupe dont l'usine avait été fermée brutalement en 2003... Il n'en fallait pas moins pour qu'en décembre 2007 les trois quarts des salariés de l'usine ratifient l'augmentation du temps de travail... Bilan du 'travailler plus pour gagner plus' : une 'hausse' du salaire de $\frac{1}{15}$ pour une durée du travail augmentée de $\frac{1}{7}$! Voilà quand les affaires marchent bien et que la bourgeoisie ne cherche qu'à augmenter ses profits... Voyons maintenant comment ça se passe quand c'est la survie de l'entreprise qui est en jeu...

La 'négociation', c'est quand la société *Sogerma* (maintenance aéronautique) située près de Bordeaux et employant 500 salariés déclare en avril 2007 être 'étranglée par la concurrence'. Seule solution pour éviter la faillite : travailler plus ! Il n'en fallait pas moins pour que le syndicat accepte le retour aux 39 heures sans que l'entreprise débourse un seul centime — preuve qu'en période de crise, les réformistes n'ont rien à proposer aux travailleurs que de courber la tête devant les exigences de la bourgeoisie, puisque 'l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt du travailleur' ! La solution légale ? Que les travailleurs acceptent d'eux-mêmes la réduction de la base salariale de près de 13 %. La majorité des salariés, a accepté ces conditions, résignée : en effet, pour beaucoup, perdre son emploi alors qu'on a un crédit sur le dos et qu'on a peu de chances de retrouver du travail n'est pas une option envisageable. Quant à la trentaine de salariés ayant refusé de courber la tête, ils l'ont payé très cher : pour eux, le prix de la résistance a été le licenciement économique !

De tels faits, dont chaque travailleur connaît des exemples multiples, ne peuvent que démoraliser la minorité de travailleurs qui cherche à résister.

Pourquoi cet état d'esprit des masses populaires ? Parce qu'en période de crise, la concurrence s'accroît entre les marchandises et les producteurs de marchandises. Durant une période de crise, la différenciation économique des entreprises s'accélère : les entreprises les plus rentables survivent tandis que celles qui le sont moins disparaissent. La marchandise force de travail n'y fait pas exception : la crise grossit les rangs de l'armée de réserve du travail et accroît la pression sur l'ensemble des travailleurs, qui pour tenter de conserver leur niveau de vie ou même survivre, sont alors prêts à accepter la dégradation de leurs conditions de travail.

La bourgeoisie des pays impérialistes en déclin multiplie donc aujourd'hui impunément les mesures aggravant l'exploitation des travailleurs, dans un climat social relativement calme, sans faire face à de réelle résistance organisée de la part des travailleurs, du fait de l'atmosphère ambiante faite de résignation et de fatalisme.

Ainsi, elle repousse l'âge légal de la retraite. Peu lui importe en effet que les travailleurs âgés peinent à trouver du travail : au moins l'État bourgeois réalisera des économies, non seulement en commençant à leur

verser leur retraite plus tard, mais aussi en n'ayant pas à leur payer une retraite à taux plein !

Ainsi, elle renforce la répression des chômeurs, en instituant 'l'offre d'emploi raisonnable' qui permettra à l'État bourgeois d'économiser sur les allocations chômage des chômeurs qui refusent deux offres d'emploi jugées 'raisonnables' (jugement à géométrie variable que la bourgeoisie adaptera en fonction de ses besoins).

Ainsi, alors même que la bourgeoisie française a obtenu le démantèlement des 35 heures, le parlement européen s'apprête dans les prochaines semaines à modifier la durée légale maximale du travail, la portant de 48 à 65 heures hebdomadaires.

Aujourd'hui, en France, pas moins de 5 millions de salariés travaillant à temps partiel (le plus souvent par contrainte) et doivent cumuler deux emplois ou plus pour vivre !

Telles sont quelques-unes des beautés du 'démocratisme' bourgeois, ce paradis pour les exploités, ce piège et ce leurre pour les exploités !

Le 14 octobre aux USA, on annonçait le recul de 1,2 % des ventes de détail, illustrant le recul de la consommation des ménages américains qui assure les deux tiers de l'activité économique. Cette annonce de l'approfondissement de la récession aux USA provoquait immédiatement un fort recul des valeurs industrielles américaines qui entraînait dans son sillage les places boursières des autres métropoles impérialistes en déclin. Dans la foulée, les USA annonçaient une baisse de leur production industrielle sans équivalent depuis 1974, baisse qui faisait conclure aux économistes d'UBS — ténor suisse de la finance mondiale gérant 1650 milliards d'euros d'actifs qui a vu sa capitalisation boursière diminuer des deux tiers de janvier 2007 à septembre 2008 —, que « **la récession américaine sera plus dure que prévu et risque d'entraîner l'ensemble de l'économie mondiale dans une dépression sans équivalent depuis le premier choc pétrolier.** »

Au même moment, dans son *Rapport sur les perspectives économiques mondiales*, le FMI revoyait à la baisse ses prévisions concernant la croissance mondiale pour 2009, prévoyant la récession pour les USA, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ainsi qu'une croissance nulle en France et en Allemagne. Ainsi, « les pays en développement tireraient donc à eux seuls la croissance mondiale, la Chine en tête (9,3%), même si "la crise financière est en train d'affecter de manière croissante les marchés émergents également". » (AFP, 14/10/2008)

Selon la Banque de Montréal, l'économie canadienne est entrée en récession. Le constat est le même pour l'Irlande, qui avait pourtant enregistré une importante croissance économique ces dernières décennies grâce à l'attrait constitué par sa main d'œuvre à bas coût au cœur même de l'Europe de l'Ouest. Enfin, même l'Allemagne, qui est l'un des derniers pays impérialistes occidentaux dont l'industrie fournisse l'essentiel des revenus de sa balance des paiements, a revu ses prévisions de croissance pour 2009 à la baisse : 0,2 % au lieu de 1,2 %. Selon les analystes de CM-CIC Securities (un des principaux groupes bancaires européen) « **les craintes concernant les menaces de récession ont pris le pas sur l'optimisme retrouvé suite aux plans de sauvetage du secteur financier** ».

Alors que la façade de carton-pâte du démocratisme bourgeois se lézarde toujours davantage sous l'effet du pourrissement économique, et alors que l'impuissance du parlementarisme bourgeois apparaît chaque jour un peu plus clairement aux yeux des travailleurs (la bourgeoisie faisant ce qu'elle veut par le seul fait qu'elle détient le pouvoir économique), les réformistes continuent à tromper les travailleurs en entretenant les mystifications sur les vertus du parlementarisme bourgeois. Ainsi, en juin 2008 les dirigeants de la CGT et de la CFDT appelaient les travailleurs à manifester non pas pour faire bloc contre la bourgeoisie, mais « pour tenir les députés au chaud »... (Reuters, 17-06-2008)

Dans les conditions de la récession économique, on assiste de manière évidente à la décomposition finale des syndicats et partis réformistes dont les discours et les actions sont en contradiction flagrante avec les faits économiques. En période de crise, la concurrence augmente non seulement entre les bourgeois, mais aussi entre les travailleurs qui sont aux premières loges. Quelle solidarité de classe peut bien émerger du mouvement spontané quand la moitié des français reconnaissent avoir peur pour leur emploi et celui de leurs proches ? (sondage du mois d'octobre paru dans *Libération*) Quelle résistance sérieuse les travailleurs peuvent-ils bien opposer à la bourgeoisie quand celle-ci parvient à faire pression sur des concentrations de centaines d'ouvriers pour qu'ils acceptent de travailler plus tout en gagnant moins, a seule fin de sauver de la faillite l'entreprise où ils travaillent ?

Ne pas voir ceci, continuer à lutter selon les schémas révisionnistes, c'est imiter le volontarisme des curés du démocratisme bourgeois, persuadés de pouvoir influencer sur le cours des événements indépendamment des circonstances économiques objectives, circonstances qui affaiblissent toujours davantage le mouvement spontané pourtant réduit aux revendications économiques. Ainsi, selon la CGT, le 17 juin 2008, 500 000 personnes avaient manifesté dans toute la France pour la défense des 35 heures et des retraites, contre 700 000 le 22 mai 2008. Telle est la réalité.

Le système mondial de l'impérialisme se trouve aujourd'hui à une période charnière marquant le déplacement de son centre de gravité. Si les pays impérialistes en déclin renoncent à déclencher une guerre

contre la Chine (guerre dont la crise actuelle fait penser qu'ils n'ont peut-être d'ailleurs plus les moyens de mener), le mouvement économique ne peut qu'aboutir à la ruine commerciale et financière complète des anciennes métropoles impérialistes au profit de leur concurrent chinois. L'impérialisme chinois est en train de ravir la place de ses anciens alliés : il y a encore trente ans l'apanage exclusif d'une poignée de vieux pays impérialistes, la puissance commerciale et financière se déplace inexorablement vers l'impérialisme chinois.

La question fondamentale pour les pays impérialistes en déclin est : « comment préserver nos profits » sans déclencher une guerre que nous n'avons aucune chance de gagner ?

Actuellement, l'opinion bourgeoise dominante émerge encore pour ainsi dire de manière spontanée : il s'agit d'augmenter la productivité du travail au sein même des métropoles impérialistes en déclin, en forçant le prolétariat à travailler toujours plus intensément et longuement, afin de tenter de rétablir un rapport de forces plus favorable sur le marché international de la force de travail. Mais en procédant ainsi (ce qui est une nécessité économique immédiate pour lutter contre la concurrence croissante des entreprises chinoises), la bourgeoisie des vieux pays impérialistes réduit les débouchés potentiels : en forçant les travailleurs à travailler plus pour gagner moins, la bourgeoisie brise les chaînes dorées qu'elle a forgé au prolétariat des métropoles. Hélas pour elle, la bourgeoisie aggrave ainsi la crise des débouchés dont l'aiguïsement doit lui-même conduire à accélérer la différenciation économique des entreprises, c'est-à-dire la disparition des entreprises les moins rentables et la survie des plus rentables. A ce jeu, les entreprises chinoises sortiront encore gagnantes... Leurs profits se verront certes réduits, mais ce seront ces entreprises qui souffriront le moins de la réduction des débouchés provoquée par la récession économique dans les pays impérialistes en déclin.

La seconde option, plus réfléchie, qui s'offre aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin consiste à accepter de devenir une bourgeoisie compradore aux ordres de l'impérialisme chinois. Les élites néo-compradore pourraient même espérer un soutien policier et militaire de l'impérialisme chinois pour 'maintenir l'ordre' dans ses semi-colonies.

Dans tous les cas, le salut économique des pays impérialistes occidentaux en déclin ne peut ainsi passer que par leur mise sous tutelle, leur transformation en pays semi-coloniaux (pays ateliers) fournissant à la bourgeoisie chinoise un revenu que l'impérialisme chinois utilisera pour forger des chaînes dorées à son prolétariat. Telle est la signification fondamentale du mouvement économique actuel : quand les places financières occidentales s'affolent devant la récession désormais palpable, quand les investisseurs peinent à trouver des placements et des 'valeurs refuges', la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin en vient à comprendre qu'elle ne peut plus lutter contre son concurrent chinois, et que son déclin est inexorable. Alors elle sait qu'elle doit dès à présent préparer la répression fasciste des travailleurs, afin de forcer les éventuels récalcitrants à accepter une dégradation inouïe de leurs conditions de vie, dégradation inévitable, quelle que soit l'option choisie par la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin.

La bourgeoisie s'en donne en tout cas dès aujourd'hui les moyens. Ainsi, au début du mois d'octobre 2008, les politiciens bourgeois allemands ont légalisé l'utilisation de la *Bundeswehr* dans les opérations de 'sécurité intérieure' visant à lutter contre le terrorisme, mais également contre les manifestations dès lors qu'elles seront considérées comme dangereuses pour la 'sécurité nationale' !

L'impérialisme est plus que jamais le stade ultime du capitalisme, et l'agonie actuelle de nombreux pays impérialistes ne peut déboucher que sur deux perspectives : ou bien le socialisme, ou bien la barbarie, que cette barbarie revête la forme d'une guerre ou bien d'un nouvel ordre impérialiste où d'anciens pays impérialistes deviendraient des régimes fascistes semi-coloniaux, tels que les pays impérialistes en ont mis en place dans leurs sphères d'influence exclusives ces dernières décennies...

La révolution socialiste ne pourra pas naître de la conscience émergeant du mouvement spontané. L'ordre du jour, c'est de démontrer l'impossibilité pour la bourgeoisie de satisfaire les revendications les plus essentielles des travailleurs afin de transformer les luttes économiques en revendications politiques révolutionnaires. Dans ces circonstances, l'absence d'un Parti communiste marxiste-léniniste, **seul** capable de mener à bien cette tâche, fait cruellement défaut et tout retard pris dans sa construction promet des jours sombres aux travailleurs et aide objectivement la bourgeoisie qui sait qu'elle devra bientôt ôter la toge 'démocratique' — qu'elle revêt dans les périodes de prospérité relative —, pour se montrer à nouveau au grand jour revêtue de sa chemise brune...

Le rédacteur en chef.

Contribution au débat : Tactiques au sein de la crise

Malgré la courte euphorie sur la place des marchés financiers mondiaux après les mesures prises par les politiques bourgeoises, la crise n'a pas fini d'être devant nous à l'instar des durs qui s'esclaffent jours et nuits proclamant la fin de la catastrophe ! Alors, oui le devoir des communistes c'est d'analyser la crise, comme le fait déjà le rédacteur en chef de « *En avant camarade !* » et comme l'a entrepris la JCML du Rhône sur leur journal *l'Etoile rouge*. Mais ce qui va être décisif dans l'avenir proche c'est la façon dont les

marxistes-léninistes vont user de tactiques pour que la crise économique transforme un prolétariat qui depuis des années subit dans un état comatique toutes les offensives du Capital en un prolétariat révolutionnaire. Le constat sur le terrain est inquiétant pour tous les prolétaires, ils sont inquiets pour leurs emplois, inquiets pour leurs pouvoir d'achat, inquiets pour l'avenir de leurs enfants...

Quelles réponses nous leurs donnerons et sous quelle forme ? Partir du fait que nous sommes très faibles et peu représentés en France. Peut être faudrait-il tenter de recréer des associations prolétariennes comme l'ont fait Marx et Engels dans les années 1840-1850 quand il n'existait pas encore de parti. Avec ou sans nous, la classe ouvrière va, au fur et à mesure que la crise s'accroîtra, chercher des solutions, ou va entreprendre des révoltes spontanées (on peut imaginer que le recours qu'elle trouvera serait de briser leurs machines). C'est durant cette période où la classe ouvrière acculée face à la crise, aura besoin d'une avant-garde qui non seulement expliquera la crise mais en sera le front dirigeant de la lutte, bien évidemment il nous manque encore une fois l'outil indispensable c'est-à-dire le parti, mais un travail d'explication et d'agitation peut d'ores et déjà être fait.

« La crise prouve que les ouvriers ne peuvent pas se borner à la lutte pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions isolées... la faillite se produit et les capitalistes, non seulement reprennent toutes les concessions qu'ils avaient faites, mais profitent encore de l'impuissance des ouvriers pour diminuer encore les salaires. Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée. » (Lénine)

La jeunesse de Pau entreprend à cet effet une analyse non seulement sur la crise mais aussi sur la direction du mouvement, sur la forme qu'il faudra lui donner. Il semble évident que le travail prioritaire à tous les éléments révolutionnaires c'est bien la construction du parti d'avant-garde, car sans lui le prolétariat est déjà perdu dans l'âpre lutte qui l'attend face aux requins capitalistes.

Paul (JCML de Pau) le 15/09/2008

Contribution au débat : Sur la pratique à mener dans les mouvements sociaux

Dans le dernier numéro de « En Avant Camarades », le rédacteur en chef avait fait remarquer que l'article intitulé « Economisme, spontanéisme et stratégie révolutionnaire » aurait « éludé » la question de la pratique à mener concrètement dans les mouvements sociaux. Cet article a donc pour objectif de combler les insuffisances de l'article précédent et de répondre à la question : par quelle tactique les marxistes-léninistes peuvent-ils lutter contre l'économisme et le spontanéisme et défendre ainsi leur propre conception du combat à mener ?

Première condition : participer au mouvement

Il va de soi que les communistes ne croient pas qu'une accumulation de luttes économiques suffisent à engendrer un mouvement révolutionnaire. Mais les luttes économiques peuvent permettre aux classes populaires, au premier rang desquelles la classe ouvrière, de prendre conscience de leur force, de s'organiser, de faire (ponctuellement) obstacle aux menées criminelles de la bourgeoisie.

Mais, principalement, ce n'est pas de l'extérieur que les masses peuvent être convaincues de la nécessité de faire la révolution, construire un parti, etc. C'est en participant au mouvement de masse, en jouant un rôle nettement distinct des opportunistes de droite et de « gauche » que les communistes pourront accumuler des forces, former des cadres, renforcer leur efficacité et leur efficacité. Cela est valable aussi bien pour un mouvement ouvrier, employé, étudiant, lycéen, etc.

Deuxième condition : défendre une ligne

Bien sûr, nous ne sommes pas là pour faire du suivisme à l'égard du mouvement tel qu'il est, ou pour devenir la cinquième roue du carrosse des réformistes, opportunistes et trotskistes de tout poil. Nous participons au mouvement à partir d'une ligne qui nous est propre. Cette ligne peut bien sûr s'adapter de manière contingente, en vertu du principe défini par Lénine : « Plus fermes sont les principes, plus souple est la tactique ».

La lutte contre les capitulards

Actuellement, le mouvement de masse est dominé au sommet, mais aussi, bien souvent à tous les niveaux par des appareils politiques et syndicaux qui défendent une ligne droitière, capitularde, qui cherchent à oblitérer la lutte, à démobiliser, à saucissonner la mobilisation en « journées d'action », à dépolitiser, à imposer des compromis inacceptables même par rapport aux revendications de départ, pourtant relativement modestes. C'est le produit de l'intégration de ces appareils à l'appareil d'Etat et à la cogestion, mais aussi de la crise générale du capitalisme qui incite la bourgeoisie à ne rien lâcher. Notre première tâche consiste généralement à dénoncer chacune des magouilles de ces directions, et à faire en sorte que le mouvement échappe à leur contrôle. Ce travail consiste aussi bien à mener la lutte entre deux lignes qu'à garantir l'indépendance pratique du mouvement.

Cette lutte à mener implique tout d'abord de refuser, et d'inciter à refuser tout compromis qui remettrait

en cause la revendication de départ du mouvement, et à continuer et intensifier le mouvement (dans la mesure du possible) aussi longtemps que cette revendication n'a pas été satisfaite.

De manière tactique, il est souvent aussi important d'être capable de faire monter encore d'avantage la barre de nos revendications, en les élargissant pour permettre à d'autres couches mobilisées de la population de créer une convergence avec le mouvement duquel on part, en adoptant leurs revendications. Dans le cadre d'une lutte qui existe à l'échelon national, lié à une mesure gouvernementale, il faut agir dans le sens une politisation accrue des revendications (par exemple, demander le départ du gouvernement), pour engendrer une polarisation accrue de la société et augmenter les chances de victoire. C'est ce que l'on a pu observer avec la transformation de la lutte contre le CPE en crise gouvernementale, ce qui a permis d'avancer vers le retrait de celui-ci. (A l'inverse, lorsque le mouvement est en phase de décrue, il peut être tactiquement utile d'orienter le mouvement vers des revendications locales pour permettre de compenser une défaite nationale par des petites victoires, et ainsi éviter la démoralisation.)

Le primat de l'organisation sur le mouvement spontané

La ligne que les militant-e-s communistes doivent défendre au sein des mouvements repose, notamment face aux erreurs « de gauche », sur la lutte pour l'organisation du mouvement de masse, organisation qui doit faire hors de l'emprise des opportunistes de droite.

Il est nécessaire de comprendre et de faire comprendre qu'un mouvement est quelque chose de fondamentalement ponctuel et irrégulier, et que seule l'organisation politique et syndicale peut assurer la pérennité du combat, aussi bien dans la préparation du mouvement que dans le suivi de l'après mouvement. C'est là le premier aspect, qu'une grande partie des libertaires et des trotskistes, qui voient dans chaque mouvement le début potentiel de la révolution, refusent de manière véhémement.

Par ailleurs, pendant le mouvement lui-même, il est nécessaire de se doter d'organes de direction efficaces, d'une Assemblée Générale, et, le cas échéant d'une coordination nationale, d'un comité de grève (aussi bien au niveau local que national) et de commissions, pour ne pas laisser aux opportunistes de droite le soin de gérer les affaires courantes en lieu et place de la base.

Cette ligne doit souvent être défendue contre les gauchistes qui prétendent que la spontanéité est la meilleure manière d'agir, et que tout devrait se faire « à la base ».

A la SNCF par exemple, seule la direction réformiste de la CGT assure la communication entre les Assemblées Générales de cheminot-e-s, ce qui lui permet d'escamoter toute démocratie, et ainsi de laisser les AG les plus combattives dans le plus grand isolement.

Dans les mouvements étudiants, les trotskistes défendent souvent une formule de direction du mouvement fondée sur un « comité de mobilisation » qui n'est ni élu ni mandaté par l'AG, et qui regroupe principalement les militant-e-s organisé-e-s. En l'absence de toute démocratie et de toute répartition claire des tâches, le mouvement évolue dans le « bordel », et les sociaux-démocrates de l'UNEF ont toute latitude pour trahir le mouvement.

A l'inverse, en défendant la formule d'un comité de grève avec une claire répartition des tâches, hiérarchisé, dont les membres sont responsables devant l'AG et révocables par elle, on augmente à la fois l'indépendance du mouvement par rapport à la bourgeoisie et son efficacité opérationnelle. Cela permet d'avancer vers un plus grand contrôle des communications du mouvement avec les autorités, avec les médias, de la rédaction des tracts, d'organiser un service d'ordre, etc.

Le front uni

La défense d'une ligne au sein du mouvement doit souvent se faire dans les conditions spécifiques du front uni de toutes les organisations qui appellent à continuer le mouvement, dont certaines sont loin d'être marxistes-léninistes. Toute la difficulté consiste donc à maintenir une certaine unité du mouvement tout en menant une lutte de ligne souvent très dure contre les opportunistes de droite et « de gauche ».

L'isolement d'une lutte est bien souvent la mort de celle-ci. Le travail à accomplir consiste donc même souvent à élargir le front uni, avec pour but de créer l'unité entre les différents mouvements sociaux sur la base de mots d'ordre communs. L'unité entre ces luttes se fait sur des mots d'ordre politiques, dans un rapport de force avec le pouvoir. Le degré le plus poussé de cette logique est la grève générale politique (voir l'article d' « En Avant Camarades » n°4, « Economisme, Spontanéisme et Stratégie Révolutionnaire »), mais celle-ci reste un évènement rare et difficile à mettre en oeuvre.

Le travail menant à la convergence entre des luttes touchant des secteurs différents n'est pas quelque chose qui s'improvise au cours d'une grève. Cette tâche extrêmement difficile se construit sur un temps plus long, par des prises de contacts, des échanges réguliers, etc. Des initiatives telles que les Forums Syndicaux de Classe et de Masse, qui regroupe des syndicalistes en lutte contre les orientations droitières des directions syndicales, peuvent être un point d'appui.

Jouer un rôle dirigeant

La défense de cette ligne ne se fait pas simplement par des interventions en Assemblées Générales, des tracts ou des interventions. En défendant cette ligne, les militant-e-s marxistes-léninistes se placent

comme étant candidats à la direction du mouvement, que ce soit sous leurs propres couleurs ou par l'intermédiaire d'un syndicat. Car la position dirigeante est occupée soit par les un-e-s, soit par les autres : si elle ne l'est pas par nous, elle a toutes les chances de l'être par les opportunistes.

La propagande révolutionnaire

Bien sûr, l'action des marxistes-léninistes au sein des mouvements sociaux a pour axe principal de propager l'idée de la révolution socialiste. Mais la propagande révolutionnaire, se conduit de manière articulée, coordonnée avec les tâches d'organisation et de direction qui incombent aux communistes au sein du mouvement. Combattre les illusions réformistes, faire la démonstration dans la théorie et dans la pratique de l'impasse auxquelles conduisent les thèses opportunistes, tout en renforçant notre influence et ainsi la crédibilité de notre discours, accumuler des forces autour de nous et travailler à la formation théorique et pratique de nos militant-e-s et sympathisant-e-s, voilà comment ce travail peut être fait.

Le mouvement de masse est une base d'appui

Il ne s'agit pas ici de présenter la participation aux luttes économiques comme l'unique perspective d'action des militant-e-s communistes. Notre objectif stratégique est et doit rester de construire en France un véritable Parti communiste. La question est de savoir la place que peuvent avoir les luttes économiques dans ce travail de construction.

L'un des aspects essentiels du travail de construction du parti est la formation, et de ce point de vue il est clair que les luttes revendicatives sont un appui pour réaliser notre formation pratique. Un autre de ces aspects est de progresser dans notre organisation, de construire des liens entre les communistes et les masses, et d'accumuler des forces. Dans ce cadre, mener des luttes économiques et si possible les diriger est un point encore plus important. Enfin, le mouvement de masse est un moyen de freiner la bourgeoisie dans sa guerre contre le prolétariat et le peuple, et ainsi de nous protéger.

D'une manière générale, notre action au sein des mouvements revendicatifs occupera une place essentielle au sein du plan stratégique que nous devons construire, comme une base d'appui, un creuset, pour la construction du Parti révolutionnaire de demain.

Buonarotti (JCML du Rhône)